

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes
Nos réf. : SAU/SB/MI n° 25 - 210

Troyes, le 7 avril 2025

»

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAIZIERES AUTOMOBILES

53, Rue de l'Orme
ZI La Glacière
10510 Maizières-La-Grande-Paroisse

Références :
Code AIOT : 0005702553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement MAIZIERES AUTOMOBILES implanté 53, Rue de l'Orme ZI La Glacière à 10510 Maizières-la-Grande-Paroisse (10150). L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAIZIERES AUTOMOBILES
- 53, Rue de l'Orme ZI La Glacière 10510 Maizières-la-Grande-Paroisse
- Code AIOT : 0005702553
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société MAIZIÈRES AUTOMOBILES exploite une installation d'entreposage, démontage et dépollution de véhicules hors d'usage (centre VHU) sur le territoire de la commune de MAIZIÈRES-LA-GRANDE-PAROISSE, en vue d'assurer leur recyclage et leur valorisation. Cette activité a lieu en zone artisanale dans un environnement sans enjeu particulier.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 sur la mise en place de la filière Responsabilité Elargie du Producteur (REP)
« Véhicules »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26- I	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 – II	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté une bonne connaissance de la part de l'exploitant et la mise en œuvre de la réglementation relative à la gestion des Véhicules Hors d'Usage, ainsi que la traçabilité des déchets. Il n'a pas été constaté de non conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26- I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant a passé un contrat, signé le 10 février 2025, avec le système individuel STELLANTIS. Ce système individuel est agréé par l'État jusqu'au 31 décembre 2029. Par ailleurs, la contractualisation avec l'éco-organisme agréé « Recycler mon véhicule » est en cours. L'exploitant déclare avoir fait une demande de contrat sur le site de l'éco-organisme. Il présente à l'inspection le mail en date du 25 mars confirmant la prise en compte par l'éco-organisme de cette demande. Par mail du 03/04/25, l'exploitant confirme que le contrat avec l'éco-organisme a été signé le 02/04/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 – II
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel qu'en soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant déclare réaliser une reprise sans frais des véhicules hors d'usage. Après examen du livre de police et du livre de comptes, l'inspection constate la non facturation auprès des détenteurs lors de la prise en charge de ces véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45-I
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : L'exploitant dispose d'un compte sur l'application de suivi des déchets dangereux Trackdechets depuis le 12 octobre 2021. Par examen de la base de données et du registre 2024, l'inspection constate que l'exploitant enregistre ses déchets dangereux (huiles, emballages souillés, filtres à huile, liquides de refroidissement...).

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente également un Bordereau de Suivi de Véhicules Hors d'usage (BSVHU) traçant le transfert d'un lot de 6 VHU vers un broyeur qui les a réceptionnés le 29/07/2024.

Type de suites proposées : Sans suite